

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Jacques JURQUET, secrétaire général du PCML, participera à la rencontre de la FNAC, 136 rue de Reanes - Paris 6e - le mardi 5 décembre 1978 à 18 heures sur le sujet :

«Où en est le Cambodge aujourd'hui?»

Autres participants : Jean Lacouture, François Debré, Jean-Claude Fontan, François Ponchaud. Présentation de Luc Bernard.

Amis et camarades, venez nombreux à ce forum organisé au deuxième étage de la FNAC - Montparnasse.

Sécurité sociale

Faire échec au pouvoir

C'EST le vendredi 13 que seront adoptées en conseil des ministres des mesures destinées à combler le « déficit » de la Sécurité sociale. Ce « déficit » dont on reparle depuis la rentrée, à quoi est-il dû ? Pour une bonne part aux dettes du patronat qui retarde régulièrement le paiement des prestations, sachant qu'il ne s'expose guère à de grandes poursuites. Ajoutons les « charges indues » (construction d'hôpitaux, formations des personnels de la santé, etc.) que le gouvernement fait supporter à la Sécurité sociale. Ajoutons encore les gros profits que permettent de réaliser aux industries médicales et électroniques les marges bénéficiaires importantes, incluses dans le prix des médicaments et donc aussi dans les remboursements. Tout cela suffit largement pour mesurer l'ampleur du déficit.

Quant à la « surconsommation médicale » dont parle tant une certaine presse, elle est surtout là pour justifier la baisse des prestations. C'est ainsi qu'en 1977 le pouvoir a suscité une grande campagne sur cette question, à seule fin de préparer l'opinion à une diminution des remboursements sur certains médicaments.

Que le déficit soit entretenu avec le bienveillant accord du pouvoir, c'est si vrai qu'on le voit varier en fonction des circonstances politiques et du bon vouloir de ce dernier.

En 1977, les représentants du pouvoir ont consciencieusement crié à la faillite avant que le gouvernement ne porte quelques mauvais coups aux avantages sociaux acquis par les travailleurs. Par contre, on a vu le déficit disparaître comme par enchantement à l'approche des élections législatives. Il ne fallait pas alors laisser redouter aux électeurs des sacrifices supplémentaires mais chercher à s'attirer leurs bonnes grâces. Aujourd'hui, le gouvernement estime sans doute les prochaines échéances suffisamment lointaines pour porter une nouvelle atteinte aux droits sociaux des travailleurs.

Car, bien entendu, ce n'est pas aux dettes patronales, aux charges indues, aux profits des industries médicales qu'il va s'attaquer mais, une fois de plus, aux prestations et aux cotisations des travailleurs. Les mesures envisagées s'intègrent ainsi pleinement dans le plan Barre et la poursuite de l'austérité pour les travailleurs. Et c'est dans le cadre de la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre que la classe ouvrière doit se mobiliser pour les combattre.

Daniel MARAIN

SAMEDI A PARIS

40 000 avec ceux du Larzac

SAMEDI, 40 000 personnes ont manifesté à Paris pour soutenir les paysans du Larzac. On remarquait des délégations de travailleurs et de paysans venus de différents endroits de France. L'importance de la mobilisation démontre la popularité de la lutte que mènent ces paysans menacés d'expropriation. Elle marquera un temps fort de leur combat et du soutien qu'ils ont encore développé en rencontrant, tout au long de leur marche de 700 km, des paysans et des ouvriers de diverses entreprises.

(Voir article page 3)



(Photos HR)

Journée nationale de souscription

Un tremplin pour la bataille financière

CE dimanche 3 décembre était la journée nationale de souscription. Les différentes régions, sections et cellules du parti s'étaient préparées de longue date pour donner ce jour-là un coup de collier dans le cadre de la bataille financière. Cette bataille en effet s'avère difficile et il faut l'intensifier si nous voulons être en mesure de poursuivre avec les moyens nécessaires, dont notre presse, la bataille politique.

En se rendant sur plusieurs marchés de la région parisien-

ne, nous avons constaté que le souci de la souscription existait bien mais que la prise en main ne se faisait pas partout avec la même efficacité. Ici les diffuseurs présentent un panneau, lancent les mots d'ordre, s'adressent largement aux passants pour leur expliquer le pourquoi de cette bataille financière. Mais ailleurs, les cartes de vœux chinoises, principal matériel de souscription de cette journée, restent sur la table et les diffuseurs manquent d'audace pour les proposer aux travailleurs. Les échos reçus de province montrent

également le caractère décisif d'une bonne prise en main de la souscription. Là où la préparation idéologique et politique a été soigneusement faite, où tous comprennent l'enjeu de la bataille, les diffuseurs se sont montrés offensifs et ça a payé.

Nous publions en page 4, à titre d'exemple, les articles envoyés par les camarades de Montreuil (banlieue parisienne) et de Lille. « 230 cartes ont été vendues, qui dit mieux » nous a téléphoné le bureau de presse du Nord. Et il rapporte que là où on fait

preuve de dynamisme pour la souscription, la vente du journal augmente, ce qui montre que les camarades de Lille ont eu soin de lier la souscription à la diffusion de notre presse.

Voilà des exemples qui ne manqueront pas d'encourager tous nos lecteurs et camarades à intensifier la bataille lors de ce mois de décembre où les efforts seront consacrés dans une part notable à la souscription et à la diffusion.

Nous continuerons à publier régulièrement les récits d'expérience et les résultats des souscriptions dans les différents endroits de France où cette bataille est menée.

Intensifions nos efforts pour les 20 millions fin décembre.

Jean QUERCY

(Voir articles page 4)



Des combattants pour la liberté de l'Erythrée conduisant un char soviétique capturé au cours de combats.



Le FPLE a pris en main l'éducation du peuple. Ici, étude dans un maquis érythréen.

Erythrée

Des généraux russes dans la ville de Keren

Les forces éthiopiennes et cubano-soviétiques après les patriotes sont rentrées cette semaine aient dû l'abandonner en

opérant une retraite stratégique. La ville de Keren était la plus grande ville libérée par les combattants érythréens depuis leur grande offensive de l'an dernier. Cette offensive leur avait permis de libérer la majeure partie de la nation érythréenne et même d'assiéger les garnisons éthiopiennes et cubaines enfermées dans la capitale érythréenne, Asmara.

C'est alors que Moscou s'était lancé à fond dans

l'engagement militaire aux côtés du régime éthiopien de Mengistu, établissant un pont aérien pour le ravitailler en armes et fournissant un encadrement aux mercenaires cubains déjà sur place. Treize généraux russes ont dirigé l'offensive contre les maquis érythréens, commandants 250 soldats soviétiques et est-allemands et 2 000 Cubains. Moscou a également fourni son aviation qui a permis d'écraser sous les

bombes au napalm les villages érythréens, tentant ainsi d'anéantir la résistance populaire.

Cette nouvelle offensive est à mettre directement en relation avec la récente signature du traité « d'amitié » entre Brejnev et Mengistu. L'engagement accru, à ses côtés, des forces du social-impérialisme ont certainement été un facteur décisif dans cette nouvelle

offensive.

Les forces populaires érythréennes semblent s'être retirées momentanément sur les hauts plateaux de l'intérieur du pays, là, où depuis quinze années, nul n'a pu les déloger. Mais ce retrait tactique ne doit en rien être considéré comme une défaite définitive. Le peuple érythréen est tout entier mobilisé pour conquérir son indépendance. Malgré le napalm soviétique et les soldats cubains, il vaincra.

Commemoration du 31e anniversaire de la partition de la Palestine Israël condamné à l'ONU Une exposition à Paris

A L'OCCASION du trente et unième anniversaire de la partition de la Palestine, une journée exceptionnelle de solidarité avec la lutte du peuple palestinien s'est déroulée mercredi 29 novembre à l'ONU. A cette occasion, une série de trois résolutions condamnant la pratique israélienne dans les territoires occupés a été votée à la quasi-unanimité.

La première de ces mesures vise « l'établissement de nouvelles colonies et l'extension des colonies existantes dans les territoires occupés » ainsi que « les déportations, l'expulsion et le transfert des habitants de ces territoires, l'expropriation de biens arabes, les arrestations massives, les détentions administratives, le pillage du patrimoine archéologique et culturel arabe et l'exploitation illégale des richesses naturelles et des ressources de la population des territoires occupés. »

La seconde résolution a trait aux mesures prises par les sionistes qui visent à modifier le statut juridique des territoires occupés.

La troisième enfin, condamne Israël pour ne pas vouloir reconnaître que les termes de la convention de Genève relatifs à la protection des personnes et des biens en temps de guerre s'appliquent aux territoires occupés depuis 1967.

Au même moment, à Paris, cette journée était également commémorée au siège de l'UNESCO. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris, a fait à cette occasion un historique de la lutte du peuple palestinien depuis 1956. Une exposition ethnographique et artistique consacrée au peuple palestinien a ensuite été inaugurée. Cette exposition sera visible jusqu'au 14 décembre au Palais de l'UNESCO.

Chiffres records de départs de colons rhodésiens

L A FAILLITE militaire et diplomatique du régime raciste de Smith commence à inquiéter sérieusement la minorité blanche de colons qui oppriment depuis un siècle le peuple zimbabwé. De plus en plus les rats quittent le navire en perdition. C'est du moins de qu'il ressort des chiffres donnés par le gouvernement raciste lui-même. Au mois d'octobre, 1 834 colons blancs ont quitté la Rhodésie. C'est le chiffre le plus élevé jamais atteint. Pour l'année 1978, l'émigration des colons est estimée à environ 11 000, chiffre record, lui aussi. Pour la minorité blanche de 270 000 personnes (il y a 6,5 millions d'Africains), il s'agit d'une véritable hémorragie. C'est bien là le signe que toutes les manœuvres de Smith sont impuissantes à masquer la réalité. Les combattants de la ZAPU remportent victoire sur victoire. L'heure de la libération est proche.

Communiqué du Front populaire de libération de l'Erythrée

DEPUIS le déclenchement de notre lutte armée, le 1er septembre 1961, nous n'avons cessé d'expliquer le bien-fondé de notre lutte de libération nationale.

En effet, la géographie et les circonstances historiques ont placé l'Erythrée à un des nœuds les plus importants de l'affrontement des peuples avec les forces candidates à l'hégémonie dans cette région. Un destin écrivait. Notre peuple est déterminé à le forger à sa manière.

Notre combat libérateur s'inscrit dans le cadre du mouvement de la décolonisation. Il ne s'agit en rien d'une remise en cause du principe d'intégrité des frontières. En effet, l'Erythrée aurait dû, après la seconde guerre mondiale, accéder, comme les autres colonies italiennes, à l'indépendance dans ses frontières héritées de la colonisation. Il n'en a pas été ainsi car l'ONU, dominée à l'époque par l'impérialisme américain, a imposé une fédération croupion, liant l'Erythrée à l'Éthiopie, en 1952.

A cette date, l'Union soviétique s'opposait à la solution fédérale imposée; elle soutenait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La mémoire leur ferait-elle aujourd'hui défaut ? Depuis le 18 novembre, les forces d'occupation éthiopiennes, au nombre de 120 000 hommes, appuyées par l'aviation, les chars, les blindés, les canons et les « orgues de Staline », tentent d'écraser notre peuple et sa révolution.

Lors de l'offensive de l'été, l'URSS et Cuba qui avaient fourni un appui logistique con-

sidérable ont pu mesurer la volonté et la combativité de l'armée populaire du FPLE.

Bien que les forces du DERG soient puissamment armées et numériquement supérieures, l'URSS a été convaincue que sans sa participation directe et massive, ces fantoches ne pourraient pas remporter leurs guerres d'agression.

Dans l'offensive actuelle, les Soviétiques et les Cubains encadrent, dirigent mais surtout participent physiquement aux combats. Ils perpétuent les crimes les plus ignobles contre notre peuple.

Il n'y a pas si longtemps, ils déclaraient être favorables à une solution politique du problème érythréen et ils assurèrent qu'ils ne participeraient pas directement aux combats.

Bien que nous sachions que le formidable arsenal fourni au DERG, l'entraînement de son armée, l'afflux de conseillers constituaient en eux-mêmes une participation, nous avons pris acte de ces déclarations de « bonnes intentions » espérant qu'elles se concrétiseraient.

Aujourd'hui, ces assurances s'avèrent n'avoir été qu'un rideau de fumée, destiné à dissimuler les préparatifs de l'agression en cours mais aussi à abuser les forces démocratiques de par le monde.

Actuellement, les masques internationalistes dont ils se paraient tombent: treize généraux et 250 officiers supérieurs soviétiques ainsi que plus de 2 000 soldats cubains conduisent et interviennent directement pour écraser notre lutte de libération nationale authentiquement progressiste; les pilotes soviétiques aux commandes de MIG 23 et de

chars T 54, les artilleurs cubains font pleuvoir un déluge de fer et de feu, de jour comme de nuit.

De ce fait, 150 villages dans le périmètre de leurs bombardements ont été pris comme cibles sur la route Asmara-Keren; 7 ont été rayés de la carte, il s'agit de: Adi-Bedū, Hazzaga, Afdiou, Kouazen, Guarme, Wakdeba, Ad Teklezan. Déjà 40 000 réfugiés sont sans abris, leurs récoltes brûlées, leur bétail décimé; ils sont à la charge du FPLE et leur nombre ne cesse d'augmenter à raison de 10 000 par jour.

Par précaution et pour préserver ses forces, notre armée populaire s'est retirée de quelques villes, notamment Keren et de l'axe Asmara-Massaouah. Depuis le début de l'offensive, l'armée du FPLE, forte de l'appui populaire, demeure intacte. Mieux encore, elle a infligé de lourdes pertes aux forces d'agression de la « Sainte-Alliance »:

- 250 chars et blindés sont engagés sur l'ensemble des fronts;
- FRONT-EST: Massaouah-Asmara;
- 60 camions militaires détruits; 8 chars détruits; 30 blindés détruits;

Des quantités d'armes ont été saisies, plusieurs centaines de soldats mis hors combat.

- FRONT-OUEST: Agordat;
- 20 chars détruits et 3 capturés, 102 camions militaires et leur chargement d'armes et de munitions incendiés, 11 camions militaires transportant de grandes quantités d'armes ont été récupérés.

- FRONT-NORD:

- 30 chars ont été détruits, 20 rendus inutilisables, 10 capturés sur l'axe routier Asmara-Keren.

La guerre de libération nationale que nous menons est une guerre prolongée d'un peuple opprimé. Ce n'est pas une offensive, aussi brutale qu'elle puisse être, qui pourra l'anéantir.

Si nos agresseurs entendent nous affaiblir pour nous imposer leurs ordres, qu'ils sachent bien qu'ils n'entameront jamais la volonté de notre peuple à lutter et à vaincre jusqu'à l'indépendance nationale. L'histoire des luttes de libération des peuples du monde prouve cette vérité.

Pour conclure, je voudrais souligner l'extrême gravité de la situation.

Les Soviétiques en envahissant, aux côtés de leurs alliés, notre pays de cette manière assument toutes les conséquences qui en découleront.

Il est urgent que l'opinion internationale, les gouvernements et les instances internationales prennent conscience qu'une telle agression constitue le grave risque aujourd'hui d'internationaliser le conflit dans la Corne de l'Afrique.

Il est du devoir de l'ONU, première responsable du calvaire de notre peuple, qu'elle se saisisse de la situation qui prévaut dans notre pays.

Nous en appelons à la mobilisation des forces démocratiques éprises de paix et de liberté pour qu'elles manifestent leur solidarité en apportant à notre peuple une aide humanitaire qui est plus qu'urgente.

DANS L'ACTUALITE

2000 licenciements par jour

LES licenciements étaient allés bon train ces dernières années, ces derniers mois puisque le gouvernement lui-même annonçait brutalement 1 300 000 chômeurs en octobre (en réalité 1 800 000 d'après le bureau international du travail). Pour autant, les licenciements massifs ne sont pas terminés loin de là. En une semaine, 5 000 travailleurs viennent d'être licenciés, 24 000 l'ont été en octobre. Aujourd'hui, le téléphone, le bâtiment, les travaux publics sont touchés. Demain ce sera le tour des employés des assurances et des banques.

La moyenne des licenciements s'est établie, ces derniers temps, à 2 000 par jour. Un triste record. La liste des entreprises qui licencient ne cesse de s'allonger chaque jour (voir encadré). Cette nouvelle vague de licenciements avait été retardée par les élections législatives. Aujourd'hui, elle s'abat sur des milliers de travailleurs.

Des chantiers navals à la téléphonie, tous les secteurs sont touchés. Parmi les principales usines qui licencient citons : Manufrance qui veut se débarrasser de la moitié de son personnel, Creusot-Loire du Baron Empain qui a annoncé 1 200 licenciements, les Acieries de Paris et d'Outreau où 700 ouvriers sont menacés. A ces licenciements vont s'ajouter ceux qui, dans un avenir plus ou moins proche, vont toucher des secteurs comme les banques, les assurances. Le cap de 2 millions de chômeurs n'est donc pas loin.

Ceux qui licencient aujourd'hui

- Creusot-Loire : 1 200 licenciements.
- Société chimique de la route : 400 licenciements.
- Filature de Soultz (Haut-Rhin) : 145 licenciements.
- Société Mape à Grenoble : 195 licenciements.
- Société Salino à Annecy : 49 licenciements.
- Peugeot à Audincourt : 550 ouvriers au chômage technique fin décembre.
- Manufrance : 1 300 licenciements.
- Acieries de Paris et d'Outreau : 700 licenciements.
- CIT-Alcatel La Rochelle : 400 licenciements en 1979.
- Manufacture de chaussures Merle à Nontron : 160 licenciements.
- Tissage de Flers (Orne) : 374 nouveaux licenciements.

Une école primaire occupée à Vitry

DEPUIS jeudi, les parents occupent l'école primaire Makarenko, rue Camille Blanc. Un maître (qui s'est cassé une jambe) n'a pas été remplacé pendant un mois. L'administration n'a pas de remplaçants disponibles dans le Val-de-Marne. Les parents sont unis avec les enseignants et déterminés à obtenir :

- Le remplacement du maître ;
- Des postes pour le remplacement de tous les maîtres absents dans le Val-de-Marne (rien qu'à Vitry, il y en a 46) ;
- Des mesures assurant l'avenir en matière de remplacements (c'est-à-dire des déblocages de postes et des crédits).

Cette lutte dure depuis jeudi. L'école est occupée et dimanche, la lutte a été popularisée sur le marché. Pour lundi, une manifestation des parents, enseignants et de certains enfants des groupes scolaires de Vitry est prévue devant la préfecture de Créteil à partir de 10 heures. Le soir à 19 heures, une assemblée générale réunira parents et enseignants au groupe Makarenko, pour décider de nouvelles formes d'action.

Vietnam

TROIS bateaux transportant des réfugiés du Vietnam ont fait naufrage, ce week-end, à cause de la tempête. L'un de ces bateaux, transportant 290 personnes, a coulé près de la Malaisie, plus de 140 personnes se sont noyées. Dans l'un des deux autres, environ 25 personnes ont péri. Par ailleurs, les déclarations de nombreux réfugiés du Hai Hong arrivés en France concordent sur deux points : le refus d'aller faire la guerre contre le Kampuchea (Cambodge) et, liée à l'effort de guerre, la faim qui s'installe.

Vers une amplification de la lutte en Iran

LES manifestations en Iran redoublent de vigueur avec l'ouverture du grand deuil chiite, du 2 au 12 décembre. Et avec elles, redouble la violence de la répression. Tout le week-end a été marqué par des manifestations, doublées de rafales de mitrailleries meurtrières : des dizaines, des centaines, voire des milliers de morts, connaîtra-t-on un jour le nombre des martyrs ?

Vendredi, samedi et dimanche, de nombreux manifestants bravaient l'ordre du couvre-feu à Téhéran, l'armée ripostait, le sang coulait. En province, on signale des troubles à Bushehr et à Mahabat.

Les travailleurs de la compagnie pétrolière Pan American Oil sont entrés en grève dimanche, selon des milieux de l'opposition. La fourniture de 400 000 barils de pétrole par jour est ainsi perturbée.

Mais chacun s'attend à une amplification des manifestations avec l'arrivée du 7e jour, puis du 10e jour, du deuil, les plus importants.

UNE LOI POUR MIEUX LICENCIER

Au moment même où le nombre des chômeurs s'alourdit considérablement, un député de la « gauche démocratique » Max Lejeune vient de déposer un projet de loi destiné à favoriser les licenciements. Le député Max Lejeune veut alléger les « contraintes fiscales et administratives » concernant les licenciements. Il souhaite que les contrats à durée déterminée soient supprimés, ce qui permettrait aux patrons de licencier sans frais et selon leur bon vouloir.

LES 90 % REMIS EN CAUSE

Enfin, cette semaine s'ouvrent les négociations paritaires qui portent, entre autres choses, sur l'indemnisation à 90 %. Le patronat et les capitalistes veulent supprimer cette indemnisation dans le même temps où ils licencient par charettes entières, alors qu'il faudrait se mobiliser pour la lutte, plusieurs directions syndicales sont prêtes à la brader. Nous y reviendrons prochainement.

Henri MAZERAU

Samedi à Paris

40 000 avec les paysans du Larzac

QUARANTE, cinquante mille ? Quand une manifestation atteint cette importance, on est plutôt près de la réalité en parlant de « flot » pour évaluer le nombre des manifestants qui ont défilé samedi après-midi pendant quatre heures de la porte d'Orléans à la porte d'Italie.

Bien sûr, on retrouvait là antimilitaristes, écologistes, gauchistes, autonomistes, militants du PSU, du PS. Mais surtout, par delà les personnes aux idées bien précises, il y avait une grande masse de gens, certainement une forte majorité de travailleurs (l'URP-CFDT y avait appelé) venus simplement parce qu'ils approuvent la lutte des paysans du Larzac.

Bordeaux, Toulouse, Millau, Grenoble, Annecy, la Bretagne, l'Est, la Lozère, etc. Si la province était présente, c'est aussi parce que la lutte du Larzac est le symbole du refus de l'exode provincial et du chômage. D'autres paysans également avaient fait le déplacement à Paris pour témoigner de leur soutien : les CDJA du Jura, de l'Yonne. Certains qui avaient lutté lors de l'affaire de la Vigne-Marou ou qui soutiennent Cadiot actuellement étaient aussi présents.

Comme l'avaient voulu les paysans, pour mieux pouvoir la contrôler, la manifestation s'est déroulée sans mot, d'ordre, sans slogan, en silence presque, sauf la profonde clameur qui s'éleva à l'avant lorsque les marcheurs du Larzac rejoignirent la tête de la manifestation : instant rare où la profonde émotion fit briller des larmes dans les yeux de plus d'un manifestant.

Malgré le déploiement considérable de flics, qui constituaient une provocation permanente, la manifestation se déroula sans incident, sauf quelques grenades lacrymogènes à l'avant quand les CRS tentèrent de faire arrêter la manifestation, mais sous la poussée, ils furent obligés de la laisser arriver jusqu'à la porte d'Italie.

Le soir, la fête à la faculté de Vincennes connut, elle aussi, un succès considérable. Dans les amphithéâtres archi-bondés, des paysans parlaient de leur marche tandis que, dans d'autres salles, se produisaient des groupes musicaux et que, dans le couloir central, se côtoyaient les stands les plus divers.

mi d'autres, les commentateurs de la radio officielle grossissent les incidents très, très mineurs de la manifestation, évidemment, on sait dans quel but. Un tel succès de leur marche, un tel succès de la manifes-



A la SNECMA-Corbeil : une discussion entre un paysan du Larzac et un ouvrier (Photo HR)



Vendredi en fin d'après-midi, les marcheurs du Larzac ont rendu visite aux résidents du foyer Sonacotra d'Ivry dans le Val-de-Marne. C'est là une rencontre d'une importante signification (Photo HR)

« Les paysans sont à l'offensive dans la mobilisation » devait dire un leader paysan.

Le rapport de forces qui est en train de s'établir doit commencer à faire réfléchir le pouvoir. Une preuve par-

l'ation renforceront encore, si besoin était, la détermination des paysans du Larzac, assurés d'avoir de plus en plus de travailleurs des campagnes et des villes à leurs côtés.

René BREAND

Rassemblement antiraciste à Bagnolet

POUR protester contre l'intervention policière de mercredi dernier, les résidents du foyer Sonacotra de Bagnolet avaient appelé à un rassemblement à la mairie. Vers 11 heures, plus d'une centaine de travailleurs immigrés se regroupaient derrière une banderole. Un délégué s'est adressé à la population pour expliquer les raisons du rassemblement et entamer un débat. Après plusieurs questions portant sur la grève des loyers, les provocations racistes, la semaine Stoléru, l'accent était mis sur la solidarité des travailleurs Français-immigrés. Petit à petit, l'attroupement grossit et des gens venus faire leur marché ont marqué de l'intérêt pour la lutte. Par contre, on a pu voir la totale indifférence du PCF dont les adhérents distribuaient un tract contre le Parti socialiste à propos des cantonales. Sur l'immigration, le racisme rien. Pourtant, malgré cela et le froid, des contacts se sont noués entre les résidents et la population de Bagnolet.

Act'Jour le Jour par Silvestre

JOURNEE NATIONALE DE SOUSCRIPTION

Un tremplin pour la bataille financière

Lille

230 cartes ont été vendues, qui dit mieux ?

A LILLE, les camarades ont fait des prouesses : 230 cartes ont été vendues. Qui fera mieux ? Le samedi, ils tenaient une table avec leurs cartes dans une importante rue piétonnière : 150 F étaient récoltés.

A Roubaix, dans le quartier de la Mousserie, (où les marxistes-léninistes ont l'habitude de faire du porte-à-porte) l'accueil a été chaleureux. Citons le cas de cette ouvrière de la lainerie d'origine polonaise qui a ouvert sa porte aux camarades avec beaucoup d'amitié.

Vivement attirée par la qualité des cartes chinoises, « C'est magnifique » dit-elle. Elle prit deux cartes, (« celle-ci, dit-elle, on va l'envoyer à grand-père, lui qui peint, ça lui fera plaisir ») et donna 20 francs.

Touchés par ce geste, nos camarades lui ont donné un bimensuel et un quotidien.

Dans le quartier de l'Alma, la vente s'est faite au porte-à-porte et dans les cafés. En moins de deux heures, sept calendriers étaient vendus. Il faudrait aussi parler de ces camarades institutrices qui ont vendu des cartes, des calendriers et des sous-verres aux parents d'élèves de l'école de leur quartier ou encore de cette camarade qui travaille dans une blanchisserie de Roubaix : elle fait preuve d'un grand dynamisme pour diffuser autour d'elle le matériel de souscription.

Ces camarades soulignent que la vente du journal a été multipliée par deux en 15 jours : « C'est parce qu'on a décidé, disent-ils, de lancer la souscription de faire du porte-à-porte systématiquement. On s'est mobilisé ».

A Hellemms, une équipe de camarades a prospecté le quartier de l'Épine : huit cartes ont été vendues en une heure et demie.

A Fives, une table a été installée dimanche sur le marché. Accueil sympathique de la population. Il faut dire que la vente était active malgré le froid vif ! Une travailleuse de Godde-Bédin a acheté des poupées. Certains travailleurs ont exprimé des regrets : la paye n'était pas encore rentrée. « Il n'y a plus de sous » devaient-ils dire pour s'excuser. Pour les cartes, l'objectif immédiat est d'en vendre

200 : « Mais, dit une camarade, on en vendra certainement plus ».

A Marquette, dans la banlieue de Lille, 107 cartes ont été vendues durant les deux jours, dont 50 au porte-à-porte autour de l'entreprise UGINE-KÜHLMANN où nos camarades ont été bien accueillis. Ainsi, dans cette famille de métallos, le père et le cousin, soudeurs tous les deux à la

Massey, ont acheté chacun une carte. Ou encore ces travailleurs portugais séduits par la beauté des cartes chinoises. Lors du porte-à-porte, les camarades pratiquaient au sein des équipes une sorte de petite émulation : c'est à celui qui plaçait le plus de cartes.

En plus, 75 cartes ont été ventilées parmi les camarades. A l'usine Colamant-Cuvellier, les camarades ont

ont déjà vendu 20.

Au total à Marquette, 182 cartes seront vendues : « Nous allons multiplier par deux notre objectif de départ ». Ces quelques exemples le prouvent : malgré un froid très vif, ces 2 et 3 décembre les camarades se sont lancés partout avec dynamisme dans la bataille de la souscription.

Bureau de presse du Nord

Montreuil (Région parisienne)

Des discussions, des contacts et des ventes

Pour la journée de souscription, plusieurs choses avaient été prévues : un porte à porte, une diffusion avec table de vente sur un marché d'un quartier populaire et une diffusion à la porte d'un PMU. Un programme sans grande ampleur mais pour marquer le coup et faire connaître notre journal. Nous soignons nos affiches et nous

voilà partis. Il fait froid. On se dit que la diffusion ne donnera pas grand-chose. Et pourtant... Nos panneaux à peine installés sur le marché, plusieurs personnes s'arrêtent et lisent attentivement celui intitulé : « Vietnam, que se passe-t-il ? ». Il y a des réactions diverses. Deux jeunes viennent pour acheter l'Humanité. Nous leur expliquons qui nous sommes. Ils écoutent attentivement, disent : « Ça a l'air intéressant » et achètent le journal. Un travailleur immigré d'un foyer voisin regarde le titre sur l'agression policière au foyer de Bagnolet et achète le journal pour faire connaître ce fait dans son foyer. Une femme s'arrête à la table, prend un quotidien qui titre sur le 40e congrès de la CGT et dit en partant, tout en désignant du doigt les diffuseurs du PCF : « Je le prends pour comparer avec ce qu'ils disent là-bas ». Pour les cartes de vœux, ce sont surtout les enfants qui les aperçoivent. « Regarde maman... C'est combien vos cartes ? ». Nous expliquons pourquoi nous les vendons. « Je ne savais pas que c'était politique ». Et elle en achète.

Du côté PMU, ça discute aussi. « Moi aussi dans le temps, je vendais l'Avant-Garde » nous dit un employé communal, « mais j'ai laissé tomber, ils m'ont trop écauré » et le débat s'engage. On parle du Programme commun et de la récente grève des communaux dénoncée par la mairie du PCF.

« Moi, j'ai adhéré au PCF à 14 ans » dit un chômeur d'une cinquantaine d'années. « Dans ce que vous dites, il y a beaucoup de vrai, mais vous savez, c'est pas maintenant que je vais commencer à critiquer le Parti ».

« Bonjour camarades », c'est comme cela qu'un homme d'une cinquantaine d'années nous aborde. « Je suis content de vous voir là ». Nous sommes un peu surpris et aussitôt il explique : « Vous savez l'Humanité rouge, je connais, j'ai quitté le PC en 1968, j'y ai été permanent plusieurs années, j'ai créé la cellule de ce quartier et vous savez, j'en ai des choses à vous raconter ». Nous discutons longuement et il s'en va en nous laissant son adresse. « Bon courage, camarades ». Bilan de la journée : cinq bimensuels, trois quotidiens diffusés, des cartes postales vendues et plusieurs contacts pris...

60e anniversaire de l'unification nationale de la Roumanie

A LORS que la Roumanie vient de s'opposer à l'accroissement de l'effort militaire du Pacte de Varsovie, suscitant l'hostilité de Moscou qui n'aime pas qu'on lui résiste, le Parti communiste chinois et le Parti du travail de Corée ont adressé aux dirigeants roumains des messages de félicitations à l'occasion du 60e anniversaire de l'unification nationale du pays. Ces festivités ne sont d'ailleurs pas sans indisposer Moscou qui y voit une nouvelle affirmation de la volonté d'indépendance de la Roumanie.

La Roumanie, pays de 21 millions d'habitants, n'est indépendante que depuis un siècle (1877). Toutefois, il faudra attendre le 1er décembre 1918 pour que la Transylvanie, arbitrairement attribuée à la Hongrie, soit enfin rattachée à la Roumanie. Comme l'a indiqué le 11e congrès du Parti communiste roumain en 1974 : « L'histoire démontre que la formation de l'Etat national unitaire roumain n'a pas été le résultat d'un événement de conjoncture, d'entente intervenue à la table des négociations. Le traité de paix n'a fait que consacrer une situation de fait créée par la lutte des masses populaires ».

Nous publions ci-dessous la première partie d'un article qui relate le développement des contradictions entre l'URSS et la Roumanie après 1961 et la restauration du capitalisme en URSS.

C'est à 1961 que remontent, au plus tard, les premières divergences entre la Roumanie et l'URSS.

A cette époque, en effet, le premier secrétaire du Parti communiste soviétique, Krouchtchev, entreprit de transformer le Comecon (le marché commun d'Europe de l'Est) en un instrument d'intégration de l'économie des pays d'Europe de l'Est dans l'économie soviétique : il voulait introduire une « division internationale du travail » et aller vers la spécialisation à outrance de l'économie de chaque pays, de façon à la subordonner aux intérêts soviétiques.

Ceci suscita une vive opposition de la part des dirigeants roumains qui y virent d'une part un obstacle au développement économique, jusque là rapide de leur pays, et d'autre part une atteinte à leur indépendance nationale.

Lors de différentes réunions du Comecon, en juin, novembre et décembre 1962, les représentants roumains refusèrent de se soumettre à la baguette soviétique et, en mars 1963, le Comité central du Parti communiste roumain (PCR), dirigé alors par Gheorgiu Dej, déclara qu'il était pour la coopération avec les autres pays socialistes « sur les principes de souveraineté natio-

nale et d'indépendance, d'égalité des droits, d'aide fraternelle et de bénéfices mutuels ».

C'était là reprendre mot pour mot les termes de la déclaration de 1960 des partis communistes et ouvriers et l'utiliser de façon juste pour contrer le chauvinisme de grande puissance et l'impérialisme naissant de l'URSS.

Un an plus tard, le 27 avril 1964, le Comité central du PCR publia une nouvelle résolution sur la défense de l'indépendance de chaque pays et de chaque parti : « C'est le droit souverain de tout Etat socialiste d'élaborer, de choisir et de changer les formes et les méthodes de sa construction socialiste... Aucun Etat n'a le droit de présenter ses propres intérêts comme des intérêts généraux ».

Au sein du Mouvement communiste international, la même résolution défendait les mêmes principes pour les relations entre partis communistes : « Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, de parti supérieur et de parti subordonné, il existe seulement une grande famille de partis communistes et ouvriers ayant des droits égaux ».

De fait, les dirigeants roumains menèrent la lutte pour empêcher les dirigeants soviétiques d'imposer leur point de vue à tous les partis communistes et, notamment, pour les empêcher de faire condamner la Chine par une réunion mondiale du Mouvement communiste international.

En juin 1963, la presse roumaine reproduisit de larges extraits de la proposition en 25 points du

Parti communiste chinois pour la ligne générale du Mouvement communiste international. Celle-ci défendait d'ailleurs des thèses semblables à celles des Roumains sur la question des rapports entre Etats socialistes : « Si l'on (...) impose, sous prétexte de "division internationale du travail" et de "spécialisation" sa volonté aux autres, qu'on porte atteinte à l'indépendance et à la souveraineté des autres pays frères et qu'on nuise aux intérêts de leurs peuples, ce sera du chauvinisme de grande puissance. Il est encore plus absurde de transposer dans les relations entre pays socialistes la pratique consistant à réaliser des profits aux dépens d'autrui — pratique qui caractérise les relations entre pays capitalistes — et d'aller même jusqu'à considérer que l'intégration économique et le Marché commun, mis sur pied par les groupes monopolistes en vue d'accaparer les débouchés et de partager les profits, pourraient servir d'exemple pour les pays socialistes dans leur assistance mutuelle et coopération économique ». (Point 21).

En février 1964, le PCR s'opposa à la diffusion par les dirigeants soviétiques d'un long document anti-chinois, le « rapport Soulov ». Et alors que Krouchtchev voulait réunir une conférence de tous les partis dans le but de faire condamner la Chine, les Roumains s'opposèrent efficacement à sa convocation.

Jean SCHUBERT

**40^e Congrès
C.G.T.**

Avec les délégués
du Livre

Sur les conseils d'atelier, une discussion franche et fraternelle

V OICI la suite de l'interview — en fait plutôt de la discussion — avec trois délégués du Livre au 40^e congrès de la CGT. Nous en avons publié le début dans nos deux éditions précédentes. Cette discussion franche, fraternelle mais sans concession, dans l'esprit d'apprendre mutuellement avec des militants ayant un certain niveau de responsabilité (deux permanents du comité inter du Livre parisien) et membres ou proches du PCF, porte sur la question de la « gestion démocratique » et des « conseils d'atelier ». Cette question, soulevée lors du congrès, notamment par une intervention de Morynot, responsable confédéral, pour lancer la réflexion du syndicat à ce sujet, est d'importance, au moment où, dans la CGT, existe une inquiétude quant au réformisme ; René Buhl, dans l'allocution de clôture du congrès, en avait fait explicitement état.

Le militant du syndicat général du Livre poursuit sur une conception des conseils « se préoccupant des conditions de travail ».

Dans le secteur des rotativistes qui tournent de plus en plus vite, est-ce que les travailleurs vont accepter de courir de plus en plus vite autour, pour suivre un matériel hautement compétitif au point de vue technologique et qui n'a pas été adapté à la santé des travailleurs, avec le bruit, les cadences et ainsi de suite, ou est-ce qu'on discute des possibilités qu'ils ont de s'adapter au matériel, d'avoir un temps de travail conscient, c'est-à-dire à la fois non répétitif et pas usant ? Voilà, ça va se poser en termes de conditions de travail par rapport au patronat et à l'adversaire de classe. On refuse un certain nombre de choses, on l'explique comme ça.

HR : Dans ce cadre-là, ce sont des revendications qui ne sont pas spécialement nouvelles sur les conditions de travail. Mais les conseils d'atelier, alors, apparaîtraient comme une arme supplémentaire ou quoi ? Parce que les conditions de travail, ce que tu viens de dire, c'est pas nouveau, donc il y avait aussi des objectifs de lutte liés à ça, à l'amélioration de ces conditions. Alors dans ce cadre-là, que seraient ces conseils ?

JÉLEGUE DU SGL : Ce qui est nouveau, c'est de lier les besoins revendicatifs des travailleurs à ce qu'ils vivent. Les besoins, c'est le patron, le patronat qui doit les assurer. Mais en dehors de besoins sociaux dont la mesure est le salaire plus ou moins grand, il y a un autre besoin qui devient de plus en plus nécessaire, que ce soit pour les hommes, les femmes, c'est la façon dont on con-

çoit l'entreprise, qui n'est pas conçue que par le seul patronat parce que c'est le seul actuellement à diriger, centraliser, je dirai de façon bureaucratique, sans l'avis des travailleurs. Alors, c'est là-dessus qu'on va donner notre avis, notre sensibilité. Et c'est là que les travailleurs seront saisis à travers ces conseils d'ateliers. Ça se pose en termes revendicatifs sur les conditions de travail qu'ils vivent actuellement et celles qu'ils désirent vivre. Le conseil d'atelier, c'est faire participer, si tu veux, les travailleurs à la vie économique de l'entreprise du secteur dans lequel ils travaillent, c'est-à-dire, les faire participer directement à ce qu'ils souhaitent avoir, obtenir là-dessus, sur les conditions de travail.

MICHEL, LE TYPO PARISIEN : explique à titre d'exemple, les enquêtes menées dans son secteur (il s'agit de l'imprimerie nationale, donc un secteur nationalisé) sur les conséquences plus ou moins néfastes de l'introduction de tel ou tel nouveau matériel, partant de l'atelier, de discussions avec les travailleurs, passant par les délégués et aboutissant à une demande de réunion à la direction lors de laquelle le syndicat a donné son avis. Il a procédé de la même manière pour ce projet d'installation (aménagement des salles, disposition des machines, etc).

HR : Dans cette question de conseil d'atelier, ce qui donne à réfléchir, c'est que, qu'on soit face à l'État ou à des patrons privés, on sait bien que pour les travailleurs, les améliorations des conditions d'existence, qu'il s'agisse de salaires, conditions de travail, horaires, n'importe quoi, c'est des choses qu'ils arrachent

par la lutte. Alors dans ce domaine-là, bien sûr, il y a à consulter les travailleurs, pour voir sur quoi lutter, quels sont les effets de matériels nouveaux, ainsi de suite. Mais que vient apporter de plus le conseil d'atelier ? C'est un autre organisme ? Est-ce qu'il y a dessous autre chose que la lutte ? Je crois qu'on a ici une idée du débat qu'il y aura après le congrès : il y a un tas de choses à approfondir. Ce qui me paraît devoir être éclairci sérieusement c'est : est-ce que c'est un organisme de lutte, pour renforcer la lutte, ou bien un organisme qui participe comme conseil, qui donne des avis à la direction ?

DELEGUE DU SGL : L'important, c'est finalement le système de représentation... Ce n'est pas quelque chose qu'on peut décider ce soir. A mon avis, il faut réfléchir, le système du pouvoir qu'il aura n'a pas été clairement défini...

HR : D'autant que le pouvoir, pour les travailleurs, ça s'arrache, ça se gagne... DELEGUE DU SGL : Absolument. Mais c'est quelque chose qu'on a vécu, nous dans notre profession. Michel a parlé sur le matériel. Moi, je parle par exemple du rôle des comités d'entreprise sur le contrôle de l'embauche. Contrôle de l'embauche, ça ne veut pas dire : on va choisir Pierre, Paul ou Jacques. Ça veut dire qu'on veut un certain nombre de personnes pour un travail. Le patronat tend à réduire, nous à augmenter pour faire la même production ; l'autogestion vue du côté patronal, c'est : vous êtes dix dans un service, si vous examinez bien les uns et les autres votre forme de travail, vous allez voir qu'à six ce sera suffisant ! (...) A chaque fois qu'il y a un nouveau type de matériel, des machines qui nécessitent plusieurs hommes, on se bat sur le nombre de travailleurs. Là : explication et détermination du conseil d'atelier. On peut penser que ça sera comme ça... Le syndicat propose, la direction se détermine. Il y a un choix préalable fait par les travailleurs. Voilà des exemples concrets de ce qui peut être fait assez rapidement dans l'organisation du travail lui-même (...). Dans le secteur de la presse parisienne, on arrive à avoir à la fois les ouvriers, employés et cadres techniques qui sont sur le même plan, sur le plan de la lutte des classes. La bataille c'est avec la direction administrative, les cadres supérieurs. C'est



Rotativistes au travail

tout (...). Quand on fait une proposition de cadres, c'est les travailleurs qui déterminent la liste. Ça, ça existe déjà chez nous. Mais là où il y a pluralisme syndical, ou syndicalisation insuffisante, ça n'existe pas ; le patron décide : un tel sera promu parce que c'est le favori du patron ! Même pas dans tout notre syndicat : c'est valable que pour certaines entreprises où on a le contrôle.

Michel, à nouveau, décrit l'exemple concret de sa boîte où, à propos de nouveaux postes de travail ou de remplacement, le syndicat, dans la mesure où il a déjà engagé un travail sur la question du nouveau matériel et des conséquences (y compris au point de vue poste de travail), peut faire intervenir les travailleurs sur ces questions, donner au patron un avis qui peut être pris en compte.

Mais c'est le patron qui a décidé, concluait-il.

HR : Dans le système actuel, dans le nationalisé ou le privé, c'est bien comme ça. La question, c'est celle du rapport de force : soit les travailleurs se donnent les moyens pour imposer la décision, soit... soit quoi ? Ils disent leur mot ? Mais s'il n'y a pas le rapport de force...

(Suite demain).

Trois immigrés brutalisés par la police marseillaise portent plainte

T ROIS incidents très graves ont éclaté à Marseille. Trois travailleurs immigrés ont été sauvagement tabassés par la police à la suite de quoi ces immigrés ont porté plainte contre leurs tortionnaires.

Nous savons que ces affaires ne sont pas isolées. Elles sont une constante dans le dossier de la police marseillaise. Nous avons souvent dénoncé le racisme particulièrement à Marseille. Chacun se souvient de ces « affaires » auxquelles, peu ou prou, la police fut mêlée : Arenc, meurtres d'Algériens et d'immigrés impunis, assassinat par un flic à la gare de Marseille d'un travailleur dont le seul tort avait été de posséder un couteau Opinel. Voici aujourd'hui trois faits qui se rajoutent à cette liste et qui ont eu lieu la semaine passée.

Hadj Kalifa, jeune juriste algérien licencié en droit et poursuivant ses études en France fut témoin de sa femme d'un agression contre une femme. Il appelle la police et courageusement descend pour porter secours à la victime. Celle-ci était partie à son arrivée sur les lieux et en présence d'un autre té-

moins, il attend la police. Peu de temps après, elle arrive. Elle interroge les témoins. Tout de suite, c'est son racisme habituel et quotidien qui s'exprime, notamment par le tutoiement. Hadj Kalifa dit qu'il n'est pas correct qu'on le tutoie comme cela. Alors c'est la montée dans le fourgon, un tabassage en règle avec coups de poings à la face, vérifié plus tard par expertise médicale. Hadj Kalifa a porté plainte.

LES DEUX AUTRES AFFAIRES

La seconde affaire concerne Hadj Meihidi, c'est un harki qui vit en France depuis bien longtemps. La police le soupçonnait d'avoir volé des vestes qu'il avait en fait tout à fait légalement achetées à sa voisine peu auparavant. La police perquisitionne chez sa logeuse. Les policiers font beaucoup de bruit. Hadj Meihidi est affolé. Il ne comprend pas. Il se retrouvera à l'Évêché (*). Là, dans une salle où l'on tire les rideaux, c'est le scénario bestial de la torture, coups notamment aux testicules, vexations, etc. Tout cela sera aussi vérifié médicalement par expertise. Il est enfin libéré au milieu des insultes. Hadj Meihidi a porté plainte.

Troisième affaire : Monsieur Benanou a eu lui le tort de se retrouver dans la rue avec un ami au cours d'un contrôle policier. Cela se passe rue Poids de la Farine. Son contrôle se passe bien au début. Mais pour une raison inconnue il voit soudain son ami à terre. Il veut

l'aider. Lui aussi est traîné dans le fourgon, puis tabassé. Il a aussi porté plainte.

LE RECOURS CONTRE LA POLICE : TRES DIFFICILE

Au sujet des plaintes, plusieurs problèmes se posent : les intéressés ne peuvent en général pas donner le signalement de leurs tortionnaires. Ils se retrouvent seuls dans leur plainte et donc sujets à toutes les pressions. Les associations démocratiques et les antiracistes qui ont montré leur volonté de soutenir les victimes des violences ne peuvent, elles, porter plainte que pour injures racistes et pas pour sévices personnels. Comment prouver l'injure. Par des écrits, cela est très difficile et donne lieu à de nombreuses arguties juridiques. Mais pour des coups ou des paroles il faut le démontrer et en général, comme le disait une responsable de la Cimade, pour prouver qu'un flic a tabassé un immigré par racisme, il faudrait presque pouvoir trouver dans sa poche, un papier disant : « C'est par racisme que je l'ai tabassé ». L'argumentation de rébellion à agent est presque inattaquable juridiquement ce qui est un scandale. D'autre part, les immigrés qui portent plainte sont sujets à des intimidations de toute sorte. Enfin, il faut de l'argent pour pouvoir porter plainte rapidement.

Correspondant Marseille.

* Évêché : commissariat central de Marseille.

Vers une nouvelle formation des instituteurs? ... qui peut être un piège

LE SNI-PEGC discute en ce moment de la formation des instituteurs. Les propositions du SNI-PEGC sont d'étendre la formation des normaliens de deux à trois ans.

Ce projet s'il est approuvé par le ministère de l'Education nationale risque d'avoir des conséquences importantes pour les instituteurs.

L'ASPECT POSITIF DE CETTE FORMATION ?

Le seul aspect de ce projet qui pourrait, à la limite être positif est la revalorisation du traitement des instituteurs. En effet, si les normaliens suivent trois ans de formation au lieu de deux ans, leur niveau d'études sera plus élevé alors, « et ils seront en droit de revendiquer un plus fort salaire ». Cependant, il y a un grand pas entre « le droit à revendiquer une rémunération plus forte » et l'obtenir. Ceci, les dirigeants nationaux le camouflent à leurs adhérents. Ils savent bien utiliser le mécontentement réel des instituteurs pour leur formation.

En effet, une fois le décor de leur formation planté, ce n'est pas l'enthousiasme qui domine vos sentiments « une formation peu ou prou coupée de la réalité des enfants, quelques stages dans les écoles qui font figure presque d'erreurs ».

Mais surtout, ce projet risque de renforcer encore un peu plus la sélection que subissent les norma-



Rennes. Manifestation des normaliens. Accepter le concours interne de l'école normale pour les suppléants, c'est donner le moyen légal à Beullac pour refuser la titularisation des suppléants.

liens. A l'entrée à l'école normale, les élèves-maitres doivent réussir le concours, puis, en formation, passer avec succès les épreuves du CFEN (certificat d'études d'écoles normales). On peut être à peu près sûr que cette éventuelle troisième année de formation sera alors sujette à un examen. D'autant plus que les intentions de Beullac ne vont pas vers un accroissement du recrutement des instituteurs et des professeurs. Les chiffres suivants l'attestent : à la rentrée 1979, 420 postes de professeurs d'école normale, 500 candidatures au professorat des collèges (PEGC)

et 500 candidatures élèves-maitres vont disparaître.

Donc, il faut regarder avec beaucoup de circonspection ce projet, ainsi que le projet de la tendance *Unité et action* (tendance PCF) qui propose entre autre d'étendre cette formation à cinq ans, et être prêt à riposter à une tuile qui tombera peut-être sous couvert d'une meilleure formation ce projet.

PARER MAINTENANT LES MESURES REPRESSIVES

Par contre, la lutte pour une meilleure formation a commencé depuis bien longtemps. Ainsi, des luttes sont

engagées contre les conditions sexistes du concours à l'école normale. Le conseil d'Etat a estimé qu'à partir du moment où il y avait 65 % de femmes dans un corps de fonctionnaires, il faut privilégier l'entrée des hommes. C'est pourquoi il existe présentement un concours femme et un concours-homme, celui-ci bénéficiant de plus de places.

Nous ne pouvons pas tolérer non plus que les suppléants instituteurs (corps non titulaires) doivent subir et réussir le concours interne de l'école normale pour avoir la possibilité d'être titularisés par la suite. Si l'éducation nationale

engage et emploie un suppléant à son service, c'est qu'elle estime qu'il est apte à enseigner donc inutile de lui faire passer un concours « pour tester ses aptitudes à enseigner ».

Le SNI se réjouit de la possibilité de passer le concours interne pour les suppléants, pourtant ce n'est guère réjouissant puisque Beullac dispose ainsi d'un moyen légal pour refuser la titularisation des suppléants.

Note : A l'heure où nous publions, nous ne connaissons pas encore les positions du SGEN sur cette nouvelle formation des maitres.

Nathalie VILLOTIERS.

Un ministre des affaires étrangères pour l'Europe et le tiers-monde

JEAN-FRANCOIS Poncet remplace donc Louis de Guiringaud au ministère des Affaires étrangères. Nomination sans surprise, prévue depuis longtemps déjà. Les remous suscités par l'affirmation de De Guiringaud contre les phalanges libanaises ne sont pas pour rien, en fait, dans cette nomination.

Il y a trois ans que Jean-François Poncet est entré au ministère des Affaires étrangères, en décembre 1975, sous le ministre Sauvagnargues. Il fut très vite secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, puis secrétaire général à la présidence de la République, c'est-à-dire le bras droit du président. Sa nomination était attendue depuis assez longtemps à ce ministère.

Elle correspond à l'orientation définie par Giscard d'Estaing et l'ensemble du gouvernement en matière de relations internationales. Jean-François Poncet est, en effet, un européen convaincu d'une part et un tiers-mondiste d'autre part.

Européen, dans la mesure où il a participé à la création du Marché commun. Tiers-mondiste, dans la mesure où il chercha toujours des postes de relations internationales avec le tiers monde : ambassade à Téhéran ou responsable des relations avec le Maghreb, le Proche-Orient et du dialogue Nord-Sud, quand il était secrétaire d'Etat.

Il sera donc l'homme de la politique extérieure giscardienne, ce qui n'a rien de bien sûr rien d'étonnant. Ce n'est pas un homme qui définit la politique, mais un gouvernement qui convoque un homme jugé capable de mettre en pratique une politique préalablement définie. Pour les mois à venir, il s'agira de donner la priorité au renforcement de la politique européenne et de préparer son élargissement ; il s'agira aussi d'assurer de bonnes relations entre le gouvernement français et les gouvernements du tiers monde. Dans ce deuxième cas, la situation en Algérie, en Iran ou en Ethiopie est loin de laisser le gouvernement indifférent.

Jean-François Poncet précèdera dans ce sens la politique mise en place par ses prédécesseurs, dont De Guiringaud. Il a été choisi parce qu'il est de ceux qui disent qu'une Europe unie, entretenant de bonnes relations avec le tiers monde, est une assurance face aux USA et à l'URSS menaçants.

PCF : conflit à propos de l'Europe

JEAN Rony, membre du PCF, journaliste et auteur du livre « Trente ans de parti : un communiste s'interroge » (*) vient de faire publier par le Monde (29 novembre) un article pro-européen et pro-eurocommuniste qui lui a valu les foudres de L'Humanité de ce jeudi 30.

Sous le titre « L'euro-communisme à l'épreuve des élections », Rony fait un certain nombre de constatations non dépourvues de bon sens. Parlant du processus de constitution de l'Europe unie, il déclare : « Ce processus naissait moins d'un projet politique et social que des nécessités créées par le développement et l'internationalisation croissants des forces productives ».

Il situe aussi la constitution d'une Europe capitaliste dans une situation mondiale définie par trois caractéristiques : la crise tout d'abord, mais aussi :

« La situation internationale caractérisée par un recul de la détente avec comme corollaire un raffermissement des blocs (la bombe à neutrons n'est pas une plaisanterie) ; enfin le rapport avec le tiers monde qui, s'il ne trouve pas de solution juste, peut devenir catastrophique avant la fin du siècle. »

Il n'est pas sans intérêt de considérer comme Rony que le développement du capitalisme au niveau international, l'imbrication internationale des marchés et des capitaux poussait objectivement les pays capitalistes européens à trouver au niveau politique aussi un certain type de relations communes dont le Parlement européen sera le lieu.

Comme il n'est pas sans intérêt de regarder en face que la « détente » est une idée qui ne résiste pas à l'analyse des faits et qu'il y a par contre regain de tension internationale. Une des raisons de la constitution d'une Europe capitaliste

unie étant la volonté de faire face aux plans hégémoniques de l'URSS et des USA.

Le texte de Rony devient dès lors nettement pro-européen, surtout comparativement aux déclarations anti-européennes acharnées du Comité central de son parti. Cela lui vaut un net et virulent rappel à l'ordre de Maxime Gremetz, responsable du PCF pour la politique internationale, qui démontre que Rony marche à l'encontre de la ligne de son parti et du 22e congrès. Sous le titre « Lamentable et inadmissible », Gremetz somme Rony de s'incliner devant les décisions officielles du PCF. Mais les injures et les menaces ne peuvent cacher un fait : il existe dans le PCF des militants dont les analyses sont plus proches de celles du PCI que de celles de leurs directions. (*) Aux éditions Christian Bourgeois, éditeur, 230 pages, 20 francs, 2e trimestre 1978. P.L.

Dourdan (Essonne)

Ras-le-bol au lycée Charles Péguy

COMMENT accepter de ne pas avoir de WC, pas d'abri quand il fait mauvais temps, pas d'eau pour se laver les mains dès qu'il gele comme en ce moment et qu'on est en formation dans un CET ? C'est ce qui se passe au CET Charles-Péguy à Dourdan et les élèves ne veulent plus ça. Ils l'ont fait savoir en descendant dans la rue à 350, en scandant : « Des chiottes, de l'hygiène, du personnel ». En masse, ils sont allés à la mairie avec le soutien de leurs professeurs. Le maire qui est membre du conseil d'administration du groupe scolaire s'était engagé, il y a quelque temps, à effectuer des travaux, surtout pour les WC. Car la baraque en bois qui servait de WC s'est écroulée. « Avec le froid, on est obligé de prendre nos précautions avant » dit un élève. Quand on arrive le lundi, il fait 5 ou 7 degrés : « Nous sommes obligés de garder nos manteaux. Les classes sont chauffées par de vieux poêles à fuel vétustes » reprend une autre élève qui est sténo-dactylo. Là, il faut garder les manteaux et c'est un vrai sport pour frapper à la machine à écrire. Après avoir attendu plus de deux heures face à la mairie, une délégation d'élèves était reçue par un maire-adjoint. Une nouvelle promesse a été faite pour la construction de WC en dur et pour la mise en place d'appareils de chauffage électrique.

Si les promesses ne sont pas tenues, les élèves n'hésiteront pas à répliquer comme ils viennent de le faire.

Melun

Licenciement arbitraire et illégal à la Sauvegarde de l'enfance

UN salarié du « Logis », établissement de l'ADSEA, vient d'être licencié au mépris des lois et règlements en vigueur. Toutes les démarches entreprises, par l'intéressé, les délégués du personnel, les délégués syndicaux, le personnel de l'établissement et de l'inspecteur du travail auprès des directions du « Logis », de l'Association n'ont pas abouti.

Face à cette situation : 80 salariés de l'ADSEA occupent les locaux du siège : pour exiger le respect des droits des travailleurs, pour s'opposer à l'arbitraire patronale, pour imposer la réintégration de notre camarade.

Soutenez notre action, venez nous rejoindre et signez la pétition présentée par nos camarades - 2, bis rue Saint-Louis, MELUN.

(L'assemblée générale des salariés en grève.

Leca (Nord)

Les travailleurs de LME sont depuis 3 semaines en grève pour des augmentations de salaire

LES travailleurs de LME (Le matériel électrique), à LECA (Nord), sont en grève depuis trois semaines pour obtenir une révision de la grille des salaires, en particulier un point unique pour tout le monde (pour créer la division, la direction maintient des points d'indice différents suivant les travailleurs), pour que le coefficient le plus bas passe de 145 à 159 et, enfin, le 13e mois (le soi-disant 13e mois n'est rien d'autre qu'une prime d'assiduité).

L'entreprise LME est une entreprise indépendante qui fabrique des téléviseurs, surtout pour les grands magasins. Elle est associée à une entreprise italienne. Elle emploie 84 personnes, dont 10 à la maîtrise, mais l'essentiel du personnel est du personnel féminin sans qualification.

Le mouvement, largement majoritaire, a été déclenché à l'initiative de la CGT, qui regroupe plus de la moitié des salariés, et chaque matin, une assemblée générale des grévistes se tient pour décider de la conduite à tenir. La direction a contre-attaqué en demandant aux non-grévistes de choisir entre le chômage technique et le remplacement des grévistes et en citant les délégués à comparaître, pour « entraver au droit au travail », devant le tribunal de grande instance de Lille. Mais elle a perdu son procès, les non-grévistes ayant débarrayé spécialement pour venir dire au tribunal que les grévistes ne les empêchaient pas de travailler. Suite à cet échec, la direction a fait appel devant la

cour de Douai, de triste mémoire. Elle l'a fait savoir aux grévistes par l'intermédiaire d'un huissier qui s'est fait chasser.

Les grévistes de LME montrent la voie aux travailleurs des petites entreprises auprès de qui les patrons n'hésitent pas à brandir la menace de la fermeture de la boîte pour s'opposer aux revendications. Les grévistes de LME peuvent gagner, leur patron doit faire face à d'importantes commandes ; il a liquidé les stocks lors de la coupe du monde et sera contraint de négocier rapidement.

Ils le pourront d'autant plus qu'ils bénéficient de la solidarité active du maximum de travailleurs. Les grévistes organisent des collectes à la porte de plusieurs usines de la région. Ils appellent au soutien financier les sections syndicales et leur demandent instamment d'envoyer des télégrammes à la cour d'appel de Douai, le 6 décembre pour soutenir les délégués dans leur procès.

De nouveaux licenciements à la mairie de St-Denis

APRES le licenciement de deux jardiniers en mars dernier, après le licenciement de deux animateurs des centres de loisir en septembre, c'est maintenant 28 licenciements qui seraient prévus pour le mois de janvier dans le secteur de la voirie.

Et si ces licenciements ne concernent pas des employés directs de la municipalité, celle-ci en est néanmoins l'auteur incontestable.

Quels sont les faits ? Le ramassage des poubelles est effectué par une société privée, sous contrat avec la mairie. Chaque équipe de ramassage est composée de sept personnes (il devrait théoriquement y en avoir huit) (1) dont une partie sort les poubelles, une les vide, les derniers les rentrent.

Le plan de la mairie, c'est de remplacer partout les poubelles par des sacs.

Il n'y aura donc plus besoin de personne pour rentrer les poubelles... et même à la limite pour les sorties, puisque cette tâche est de plus en plus souvent confiée aux gardiens d'immeubles ; résultat : 28 licenciements prévus (c'est-à-dire annoncés ; combien en réalité ?). Autre modification, le travail de ramassage serait effectué le soir, au lieu du matin et en dehors des heures de pointe (c'est-à-dire de 20 à 24 heures), afin de moins gêner la population (dont les employés de la voirie ne font manifestement pas partie, puisqu'ils n'ont pas eu droit à la parole.)

Dernier point : ce processus serait expérimenté dans le quartier de la Mutuelle, avec l'accord de la population, une réunion publique a eu lieu en effet dans le quartier, après la signature du contrat.

Correspondant Saint-Denis.

(1) La mairie paie la société pour des équipes de huit personnes, la société embauche sept personnes et leur propose de partager entre eux la paie du huitième. Bénéfice net pour la société au niveau des charges sociales, la mairie est au courant, bien sûr...

Centre de tri automatique de Bordeaux

La lutte s'amplifie

LA grève a commencé depuis huit jours au centre de tri automatique de Bordeaux (Voir HR daté de mardi dernier). Plus de 320 postiers en grève au centre de tri. Le mouvement s'est renforcé. Lundi, à la ma-

nifestation dans Bordeaux, on se retrouve devant la direction régionale. Le directeur s'est enfermé, affichant son mépris vis-à-vis des travailleurs. Les postiers ont répondu à cette décision en bouclant à leur tour les portes avec des chaînes.

La colère est montée, la pression gagne d'autres postiers, les adhérents de FO rejoignent la lutte alors que leur section n'appelle pas à la grève. La popularisation s'est intensifiée auprès des usagers. Plus de 15 000 tracts diffusés, les messages de soutien et les collectes affluent. Pendant ce temps, l'Union patronale gironde menace de la création d'un circuit parallèle de distribution. Devant toutes les pressions, la direction régionale reçoit les organisations syndicales vendredi 1er. Du résultat de cette entrevue, découlera la suite du mouvement. Mais les postiers sont de plus en plus déterminés. Comme l'a rappelé un postier à une assemblée générale : lundi, la porte s'est fermée, vendredi elle s'entrouvre et à l'assemblée générale de vendredi soir, si nous n'avons rien eu, on se donnera les moyens de l'enfoncer.

Grenoble

Dans une filature, baisse des cadences dans un atelier en continu

LE mécontentement se développe dans les ateliers ; c'est en particulier le cas à la filature, aux cônes et aux continus. En effet, les conditions de travail sont de plus en plus pénibles.

Aux continus par exemple, le bruit des machines est à la limite autorisée ; il manque de place, de chars, de caps, de colerettes... A cela s'ajoute la fatigue des 3X8 pour les hommes et des 2X8 pour les femmes. Les garnisseurs ont parfois 3 à 4 machines de mauvais fils à garnir. En plus de cela, la paye n'augmente pas aussi vite que le coût de la vie.

Pour riposter à ces conditions de travail qui s'aggravent et à la paye qui en réalité diminue, les garnisseurs ne font plus que sept machines au lieu de huit. Ils demandent une indemnité d'emploi qui tienne compte du poste pénible et pas plus de deux machines de mauvais fil.

Cette baisse de la production est suivie pratiquement à 100 % et dure depuis plus de quinze jours. Les préparateurs s'associent au mouvement dans leur grande majorité.

Cette baisse des cadences est populaire dans les autres ateliers. Elle est en effet efficace : le patron perd entre deux et trois tonnes de fil par jour, c'est-à-dire près de cent tonnes par mois alors qu'il n'en perd que vingt-cinq pour un jour de grève. Les ouvriers eux, par contre, perdent à peu près la même chose que pour une journée de grève.

Les garnisseurs et les préparateurs sont décidés à continuer la lutte jusqu'au bout. Ils bénéficient jusqu'à présent du soutien des syndicats.

Dans les usines du groupe Rhône-Poulenc, des succès ont été obtenus pas la lutte. C'est le cas parmi d'autres de Novacel-Rhône-Poulenc à Beauvais où les ouvriers ont obtenu une cinquième équipe.

Ce n'est pas le moment de lâcher, d'autant que d'autres ateliers sont prêts à faire la même chose !

Bulletin Viscose Combat de la cellule d'entreprise Pierre Sémard du PCML

Campagne d'abonnements 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de *L'Humanité rouge*. Déjà, quelques pas, ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Nous ferons des rendez-vous tous les quinze jours pour faire le point.

Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous publions et publierons un classement par cellule d'une part et d'autre part nous proposerons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois au moins (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnements sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt. de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal
Transmis par : Nom
Cellule Ville

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druésne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Les pays capitalistes d'Europe se trouvent au seuil des années 1960 dans une situation économique qui n'a plus rien à voir avec celle qui était la leur au lendemain de la guerre. Ils ont même comblé une partie de la distance qui les séparait des États-Unis et nous avons vu le rôle que joue le marché commun de la CEE dans cette transformation.

Ceci ne fait que leur rendre plus pesante la suprématie de l'impérialisme américain qui s'affirme au détriment de leurs propres intérêts impérialistes. Dans le domaine militaire, la domination américaine est sans partage au sein de l'OTAN, les États-Unis ayant à l'Ouest le monopole de l'arme nucléaire.

Dans le domaine économique, leur poids se fait sentir par la masse des capitaux US investis en Europe. Alors que le nombre des filiales de trusts américains était de l'ordre du millier en 1950 dans les six pays de la CEE, de 1 200 en 1957, il sera de plus de 4 000 en 1966.

L'exemple de la Grande-Bretagne, qui n'appartient pas encore à la CEE, est encore plus frappant : 700 filiales américaines en 1950, 800 en 1957 et 2 300 en 1966. Les investissements européens aux États-Unis existent mais leur volume est loin de suffire à rétablir l'équilibre. Cependant, c'est dans les pays du tiers monde que la rivalité des intérêts impérialistes se manifeste avec le plus de vigueur. La France, la Grande-Bretagne et la Belgique qui sont aux prises avec le mouvement de libération nationale des peuples de leurs empires coloniaux, sont également confrontés à la stratégie néo-coloniale américaine qui vise à les supplanter. A cette époque, les États-Unis ont recours à un discours « anticolonialiste » pour installer leur domination impérialiste en lieu et place des vieux impérialismes européens. C'est ainsi qu'en 1954, le ministre résident à Alger, le socialiste R. Lacoste, accusait Irving Brown syndicaliste américain lié à la CIA, d'être un auxiliaire du FLN ! Deux ans plus tard, quand les gouvernements français et anglais se lancent aux côtés des sionistes israéliens dans une agression impérialiste contre l'Égypte (l'expédition de Suez) ils n'auront pas le soutien des États-Unis et devront faire machine arrière. Le gouvernement anglais dû même procéder au retrait de ses troupes d'Égypte sous la pression directe d'un chantage financier américain. Tout ceci amènera des réactions indignées chez les politiciens français et anglais, tel ce conservateur britannique qui fait cette déclaration significative : « Les Nations Unies sont devenues une couverture pour l'impérialisme américain » et il ajoute : « Les États-Unis veulent prendre notre place au Moyen-Orient et prendre la place de la France en Afrique du Nord ».

La tendance à la remise en cause de cette suprématie US ruineuse pour les intérêts impérialistes des pays capitalistes d'Europe va se développer au cours des années 1960, particulièrement en France avec De Gaulle. Encore faut-il souligner les conditions internationales dans lesquelles elle va se développer. La première de ces conditions c'est la supériorité stratégique de l'impérialisme américain face à l'URSS de Krouchtchev. Cette supériorité s'affirmera nettement à l'occasion de la crise de Cuba en 1962, quand Krouchtchev est contraint de retirer les fusées à tête nucléaire qu'il avait fait installer dans l'île. C'est donc à l'abri de ce qu'il est convenu d'appeler le « parapluie américain » que les pays d'Europe vont s'attacher à affirmer leur autonomie au détriment des États-Unis. La deuxième condition réside dans le fait que pour l'essentiel les pays européens ne sont plus des puissances

Devenir un acteur indépendant

L'Europe, les États-Unis et les autres (2)



La création de la force de frappe sera la première manifestation significative de la volonté d'indépendance à l'égard des États-Unis.

EN apparence, la « sérénité » règne partout : les États-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne (de l'Ouest), la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des États-Unis, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette « sérénité » puisse se maintenir « pour l'éternité » ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des États-Unis ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher de la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance. » Cette analyse formulée par Staline dès 1952 devait trouver sa confirmation dans les années 1960 avec les affrontements qui marquèrent les relations entre les pays impérialistes d'Europe et l'impérialisme américain.

ces coloniales tandis que se développe la lutte des pays du tiers monde contre l'impérialisme américain, le plus grand exploitateur international.

La création de la « force de frappe » française sera une des premières manifestations significatives de la volonté d'indépendance à l'égard des États-Unis. En fait, la politique consistant à briser le monopole atomique américain à l'Ouest remonte aux années 19^o. La Grande-Bretagne s'est engagée alors dans cette voie parce que, comme le dit le ministre anglais de la Défense, Mac Millan, en 1955, s'en remettre à l'arme de dissuasion américaine serait une doctrine « très dangereuse ».

« Politiquement, elle abandonne notre pouvoir d'influencer la politique américaine et puis, du point de vue stratégique et tactique, elle nous prive également de toute influence (...). Donc le premier aspect affaiblit notre prestige et notre influence dans le monde et le second peut mettre en péril notre sécurité. »

En 1957, la Grande-Bretagne est devenue une puissance nucléaire. Cependant, elle restera dépendante des États-Unis pour l'équipement et l'usage de sa force de dissuasion. Le 13 février 1960, c'est la première bombe atomique française qui explose dans le Sahara et De Gaulle écrit : « Hourrah pour la France ! Depuis ce matin, elle est plus for-

te et plus fière ». Le programme nucléaire français mis en chantier sous la 4^e république sera par la suite poursuivi avec la fabrication de missiles et de sous-marins. Créée sans le concours américain, cette force de frappe sera sous l'autorité du gouvernement français. Son rôle est bien entendu de permettre à la France « de retrouver son rang » face aux États-Unis, en même temps qu'elle permettrait d'influer sur la stratégie américaine. En effet, les États-Unis sont de plus en plus soupçonnés par les gouvernements européens de ne pas vouloir s'engager automatiquement dans un conflit que l'URSS provoquerait en Europe où le Pacte de Varsovie dispose

de la supériorité militaire.

Finalement, en 1966, De Gaulle annonce le retrait français de l'OTAN. Les bases américaines en France sont évacuées et les forces françaises ne dépendent plus du commandement intégré dominé par les USA.

Ce retrait a une portée essentiellement politique et ne change rien au système d'alliance militaire face à l'URSS. La France demeure signataire du traité de l'Atlantique Nord, et le gouvernement français un allié résolu dans la mesure où il existe des tensions Est-Ouest. D'ailleurs, De Gaulle a été à l'occasion de chaque crise entre États-Unis et URSS (Berlin, Cuba, affaire de l'avion espion américain U2), un des plus fermes soutiens des Américains.

L'indépendance de la politique française à l'égard des États-Unis s'exprime nettement dans le domaine de la politique étrangère. En 1965, lorsque les « marines » américains débarquent à Saint-Domingue pour s'opposer à la prise du pouvoir par des éléments nationalistes, De Gaulle déclare que « La France désapprouve l'intervention des États-Unis et souhaite le retrait des troupes américaines ». Un an auparavant, la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine par le gouvernement français avait fait grand bruit, mais c'est surtout l'attitude française vis-à-vis de l'agression américaine au Vietnam qui donne la mesure des distances prises à l'égard de l'impérialisme US. Il suffira ici de rappeler les termes du discours prononcé en 1966 au stade de Phnom Penh par De Gaulle alors en visite au Cambodge : « Tandis que votre pays (le Cambodge) parvenait à sauvegarder son corps et son âme, parce qu'il restait maître chez lui, on vit l'autorité politique et militaire des États-Unis s'installer à son tour au Vietnam du sud et du même coup, la guerre s'y ranimer sous la forme d'une résistance nationale ». Résistance d'un côté, agression de l'autre, la condamnation de la politique américaine est sans ambiguïté. On voit se profiler à travers ces prises de position un nouveau type de relations entre d'une part la France et les autres pays européens qui ne sont pas des superpuissances et le tiers monde d'autre part.

Dans les rapports avec les États-Unis, la tendance à remettre en cause la suprématie n'en reste pas là. Outre les domaines militaires et diplomatiques, la promotion des intérêts propres de capitalistes européens s'effectue dans le domaine de la technologie, du commerce agricole et du système monétaire. Et si la France dirigée par De Gaulle est le pays d'Europe qui porte l'affrontement avec les États-Unis au niveau le plus aigu et le plus politique, cet affrontement n'en demeure pas moins le fait de tous les pays européens. Tant il est vrai qu'il trouve son origine dans les réalités économiques capitalistes. C'est ce que De Gaulle lui-même exprimait avec une certaine clarté lors d'une conférence de presse en 1965, conférence au cours de laquelle il dressa le réquisitoire du système monétaire basé sur le dollar.

« A mesure que les États de l'Europe occidentale, décimés et ruinés par les guerres, recouvrent leur substance, la situation relative qui avait été la leur par suite de leur affaiblissement apparaît comme inadéquate, voire abusive et dangereuse. Rien, d'ailleurs, dans cette constatation n'implique de leur part, et notamment de celle de la France, quoi que ce soit d'inamicalement à l'égard d'autres pays en particulier de l'Amérique. Car le fait que ces États veuillent chaque jour d'avantage, agir par eux-mêmes dans tout domaine des relations internationales procède simplement du mouvement naturel des choses. »

Pierre MARCEAU